

[Texte]

The arguments I would make for and against such an agency rest basically on what I see as the three aspects of foreign intelligence. First of all, there is the process of collection of information. In this respect Canada does very little, except the traditional work done by diplomats overtly, presumably legally, exercising the normal diplomatic functions. Most governments in the world, however, have other operations that do not rely on their diplomats.

Secondly, there is the evaluation and assessment function of foreign intelligence. To some extent Canada does this now. Again, it is done within the Department of External Affairs, and to some extent in National Defence. It is arguably hampered by the lack of collection I just referred to.

The third aspect of foreign intelligence is of course the covert action element. Here I would make no argument at all. Canada does not do this. I do not think we should. I would want to clearly draw the line at the end of the first two functions.

I do not think we need to have Canadian intelligence operatives, for example, trying to sink the ships of seal protesters off Newfoundland, for any number of reasons—the not least of which is that as a country we do not have the arrogance to carry us through the possible discovery of that kind of insidious operation.

At a time when the Cold War is winding down and when at least one of the presumably better intelligence operations in the world, namely that of the German Democratic Republic, is being dismantled, it may seem a little odd that anyone would argue Canada should be thinking about establishing one.

• 1430

My argument to that effect has, if you will allow me, two and a half parts. First, foreign intelligence gathering and assessment is a basic instrument of state craft. It is used by countries because they believe—and I think there is evidence to substantiate the view—that it increases the influence of those states, and it makes their policies more effective.

For example, had Canada had such a function in the past, it might have allowed Lester Pearson to anticipate the British and French attack on the Suez, and thus be even more effective than he was in that particular case. The gathering and assessment of evidence by a Canadian intelligence agency might also have allowed him to be more effective in trying to influence American policy during the Korean War, had Canada's appreciation of the situation and the likelihood of Chinese involvement been backed up by intelligence data.

[Traduction]

prévoir le conflit, puis de convaincre les dirigeants israéliens de son éventualité.

Les arguments que l'on peut avancer pour ou contre une telle agence reposent fondamentalement sur trois aspects du renseignement étranger. Le premier concerne la collecte des renseignements. Le Canada est très peu actif dans ce domaine, sauf pour ce qui est de la collecte de renseignements exécutée par les diplomates au grand jour et, je le suppose, en toute légalité. La plupart des gouvernements ne se contentent cependant pas des renseignements rassemblés par leurs diplomates.

La deuxième fonction concerne l'évaluation des renseignements étrangers, ce qui se fait au Canada, dans une certaine mesure, au sein du ministère des Affaires extérieures et du ministère de la Défense. Évidemment, cette activité est entravée par les carences que je viens d'évoquer au sujet de la collecte des renseignements.

Le troisième aspect du renseignement étranger concerne l'action secrète. Je ne suis pas du tout en faveur de cela. Le Canada ne joue pas à cela et je ne crois pas qu'il devrait le faire. Je suis donc tout à fait prêt à tirer la ligne après les deux premières fonctions de cette liste.

Je ne pense pas, par exemple, que nous ayons besoin d'agents secrets essayant de couler les bateaux des gens qui protestent contre la chasse aux phoques au large de Terre-Neuve, et ce pour plusieurs raisons, dont la moindre n'est pas que le pays n'aurait pas l'arrogance nécessaire pour défendre ce genre d'action secrète si elle venait à être découverte.

Comme nous arrivons à la fin de la guerre froide et comme au moins l'un des meilleurs services de renseignement au monde est en cours de démantèlement, je veux parler de celui de la République démocratique d'Allemagne, il me semblerait un peu bizarre que quelqu'un recommande au Canada d'en créer à partir de zéro.

J'invoquerai à cet effet deux arguments et demi, si l'on peut dire. Tout d'abord, l'obtention et l'évaluation de renseignements sur l'étranger constituent un instrument essentiel de l'administration des États. Les pays s'en servent parce, à leur avis—et cette opinion est confirmée par des preuves—un tel service augmente leur influence ces États et rend leurs politiques plus efficaces.

Par exemple, si le Canada avait possédé un tel service dans le passé, Lester Pearson aurait peut-être prévu l'attaque de la Grande-Bretagne et de la France contre Suez et se serait montré encore plus efficace qu'il ne l'a été dans ce cas particulier. L'obtention et l'évaluation de renseignements par un service de renseignement canadien aurait pu également lui permettre d'être plus efficace lorsqu'il a voulu influencer la politique américaine au cours de la guerre de Corée, si la compréhension de la situation par le Canada et la probabilité d'une participation de la Chine avaient été appuyées par des renseignements de sécurité.